

juste part des crédits de ce programme tel qu'il est actuellement structuré. En réduisant les crédits disponibles pour la catégorie 1, on ajoute encore à la discrimination dont nous sommes victimes.

Il y a ensuite la coupure de 7.8 millions opérée aux affaires indiennes, dont cinq millions pour les investissements. Cet argent est nécessaire pour aider à la construction d'écoles et de réseaux d'égout. Depuis quatre ans que notre comité s'occupe de cette question, les représentants de tous les partis ont reconnu le besoin urgent d'infrastructures, d'adductions d'eau et d'évacuations des eaux usées dont souffrent les collectivités indiennes. Les unes après les autres, les délégations locales sont venues nous exposer le besoin de nouveaux bâtiments scolaires et le retard que nous sommes en train de prendre; mais malgré cela, le gouvernement réduit de cinq millions la dotation des investissements.

● (1120)

Le gouvernement enlève \$400,000 aux besoins spéciaux des localités indiennes, ce qui comprend l'aide d'urgence aux localités après un incendie. Le gouvernement supprime \$350,000 aux bourses culturelles destinées aux artistes indiens pour promouvoir les expositions d'art indien. Il faut bien dire que le discours du trône ne parle des arts que pour la forme. Voici ce qu'on lit à la page 7 du harsard:

Pays riche en ressources humaines, le Canada doit beaucoup aux personnes qui se consacrent à la poursuite de l'excellence dans des domaines comme la culture, les arts et l'athlétisme. Dans ces secteurs et dans d'autres, mon gouvernement se fera un devoir d'encourager tous ceux qui, par leur exemple, inspirent aux Canadiens une volonté de dépassement.

Quel encouragement donne-t-on aux artistes indiens avec de pareilles coupures dans l'aide aux arts indiens?

Depuis quelques années, l'art indien est devenu un moyen d'expression privilégié des populations indiennes qu'il aide à trouver leur juste place dans la société canadienne. Grâce à leurs réalisations artistiques les Indiens prennent conscience de leur propre dignité et de leur propre place dans l'ordre des choses. Parallèlement, les arts indiens ont donné aux non-Indiens une meilleure compréhension des Indiens. Il en va de même pour les arts inuits. Or nous réduisons les crédits qui aideraient davantage cette démarche. D'autres coupures sont également pratiquées dans les crédits d'autres organismes culturels.

En matière économique, il y a des sujets de préoccupation vitaux sur lesquels le discours du trône est muet. Les ministériels ont dit que le discours du trône ce n'est pas une liste d'emplètes. D'accord là-dessus: ce n'est pas une liste d'emplètes que nous voulons. Pourtant je demanderai aux ministériels si la forêt n'est qu'un élément banal d'une liste d'emplètes. On a manifesté beaucoup d'inquiétude au sujet de l'accroissement du déficit financier. Je demanderai aux ministériels ce qu'ils pensent du déficit croissant de notre stock forestier. Le gouvernement en a parlé au cours de la campagne électorale, et promis d'agir immédiatement. Mais que fait-on maintenant? Où est le projet de création d'un ministère autonome des forêts, avec un ministre en titre? La forêt est traitée en parent pauvre de l'agriculture.

### *L'Adresse—M. Manly*

Nous tenons à demander où sont les nouveaux programmes de création d'emplois. Où sont les dizaines de milliers d'emplois qui allaient être créés dès que le gouvernement serait en place?

En terminant, j'inviterai simplement les ministériels à se pencher sur la situation de la Colombie-Britannique, espérant qu'ils la prendront comme modèle à éviter. Mon père a dit que même le plus mauvais d'entre nous pouvait servir de modèle. En juillet 1983, le gouvernement de la Colombie-Britannique a lancé un programme de compressions et de coupures, dont il disait qu'il était là non pas simplement pour réaliser des économies mais également pour favoriser la reprise. Pourtant, depuis le lancement de ce programme l'économie périclité. La confiance des investisseurs est à la baisse et le chômage augmente. Et voilà maintenant que le déficit augmente.

C'est Santayana, je crois, qui disait que ceux qui refusent de tirer les leçons de l'histoire sont voués à la répéter. J'espère que le gouvernement voudra tirer les leçons de l'expérience de la Colombie-Britannique, pour ne pas condamner tous les Canadiens à répéter l'histoire tragique de la Colombie-Britannique qui a gaspillé ses ressources et qui, en l'espace d'un an et demi, a perdu toute possibilité de reprise. Le gouvernement de la Colombie-Britannique commence à reconsidérer son approche. J'invite le gouvernement canadien à reconsidérer la sienne et à présenter au lieu de ces coupures, un programme positif qui crée des emplois et qui fasse en sorte que nos économiquement faibles participent non seulement aux inconvénients mais aux avantages du virage technologique.

**M. le vice-président:** Des questions, des observations?

● (1125)

**M. Blenkarn:** Monsieur le Président, je suis très impressionné par la nouvelle orientation du Nouveau parti démocratique. Il semble vouloir continuer à distribuer l'aide prévue dans le cadre du programme du MEIR aux régions du pays classées dans la catégorie 1 et poursuivre la tradition du gouvernement précédent qui récompensait à même le trésor public des entreprises qui devaient pouvoir se débrouiller toutes seules puisqu'elles avaient été implantées dans les régions les plus prospères du pays. Je me demandais s'il s'agissait bien là d'une nouvelle orientation de la part du NPD qui semble disposé à donner plus d'argent puisé dans les coffres du gouvernement à des entreprises privées implantées dans des régions qui souffrent nettement moins du chômage et jouissent d'un bon climat économique. Est-ce là le genre de comportement que préconise le NPD?

**M. Manly:** Monsieur le Président, en réponse à la question du député, je lui ferai remarquer qu'à l'heure actuelle la Colombie-Britannique n'obtient pas sa juste part à cause de la façon dont on a établi le système de classement. La Colombie-Britannique arrive en effet au troisième rang au chapitre du chômage. Le député de Victoria (M. McKinnon), qui siège maintenant sur les banquettes ministérielles, s'était plaint l'année dernière de la façon dont on avait arrêté les catégories. Il avait demandé combien de temps encore la Colombie-Britannique serait obligée d'attendre et à combien devrait grimper son taux de chômage avant qu'elle n'obtienne justice dans le cadre de ce programme.